

Copenhague, minimal...

Cahiers > Une planète, six milliards d'avenir...

Le 6 janvier 2010 | | 1 messages

Certains attendaient une « grand-messe » : des déclarations de bonnes intentions et rien de concret, pas d'actions. D'autres espéraient une prise de conscience, un grand bond en avant dans la lutte contre le réchauffement climatique. Et surtout que les Etats prennent des engagements précis, chiffrés pour réduire les gaz à effet de serre. Sans vouloir être trop pessimiste, il faut bien constater que le bilan du sommet de Copenhague est décevant.

Le Sommet de Copenhague a débouché sur un texte. Mais ce texte final n'a été adopté qu'à la dernière minute et après des heures de négociations. Et ce texte final est court : 2 pages et demi. Ce texte est court aussi parce qu'il ne contient qu'un accord vague sans objectifs chiffrés, un accord de principe qui n'oblige personne.

Ce texte est court enfin parce que les points d'accord entre les pays ne sont pas très nombreux.

Premier point sur lequel tous les responsables politiques sont d'accord : on reconnaît « *l'opinion scientifique selon laquelle la hausse des températures mondiales doit être inférieure à 2°C* » (par rapport au début de l'industrialisation, milieu du 19e siècle). Et donc que « *de fortes réductions des émissions mondiales sont nécessaires selon la science* ». De même, les Etats reconnaissent aussi qu'il est important de protéger les forêts tropicales car cela permet de limiter l'augmentation des gaz à effet de serre.

Les Etats signataires s'engagent donc à empêcher une augmentation des émissions mondiales et nationales de gaz à effet de serre « *dès que possible* ». « Dès que possible »... Les pays n'ont pas fixé de date précise ni de chiffres sur les réductions de gaz. Rappelons que beaucoup espéraient une réduction de 50% des émissions de gaz à effet de serre pour 2050.

Tout n'est évidemment pas perdu. L'accord minimal de Copenhague n'empêche pas les Etats d'agir. Et même, les Etats-Unis et l'Union européenne espèrent que le texte de principe de Copenhague deviendra un traité obligatoire dans le courant de l'année 2010. Une nouvelle conférence mondiale sur le climat doit d'ailleurs avoir lieu à Mexico à la fin de l'année.

Kyoto, Copenhague, Mexico

A Copenhague, on n'est donc pas arrivé à un accord pour tous les pays du monde. Si l'on attendait tant du Sommet de Copenhague, c'est qu'il devait y avoir un accord chiffré pour l'après-Kyoto. L'accord signé à Kyoto se termine en effet en 2012. Quels engagements les Etats vont-ils prendre à partir de 2013 ? Et bien, après le sommet de Copenhague, on ne sait pas.

Les pays industrialisés veulent un nouvel accord avec des objectifs pour tous les pays et donc aussi les pays émergents et les pays en développement. De leur côté, les pays émergents et en développement veulent que les pays industrialisés continuent à s'engager sur base de Kyoto. Ils veulent que l'on y ajoute un nouvel accord pour les Etats-Unis (grand pays industrialisé et pollueur) qui ne sont pas engagés par le protocole de Kyoto. Résultat ? Il n'y a pas eu d'accord précis à Copenhague.

Mais les pays développés, industrialisés, se sont quand même engagés. Pour le 31 janvier 2010, les pays industrialisés remettront leurs objectifs de réduction de gaz à effet de serre pour 2020. Ces diminutions ne seront pas négligeables (sans doute entre 14% et 18% de moins) mais on est loin des espoirs d'avant Copenhague. Et on ne sait pas non plus quelle sera l'année de référence on va choisir. La plupart des pays industrialisés engagés dans Kyoto calculent les réductions sur base de 1990. 1990 est donc leur année de référence. Les Etats-Unis (qui ne sont pas dans Kyoto) parlent, eux, de 2005 comme année de référence. Les pays en développement s'engagent, eux aussi, mais c'est encore plus flou. Pour le 31 janvier 2010, ils annonceront « leurs actions de limitation » de l'augmentation des gaz à effet de serre. L'engagement des pays en développement est d'autant plus flou que le financement de « leurs actions de limitation » n'est pas précis. Il y aura un "*Fonds climatique vert de Copenhague*". On prévoit 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour aider les pays pauvres à lutter contre le réchauffement climatique. Qui paiera ? Un « grand nombre de sources » dit l'accord de Copenhague. On sait juste que les pays développés verseront 30 milliards de dollars par an pour la période 2010-2012.

La déclaration de Paul Magnette, ministre belge du développement durable :

<http://www.magnette.fgov.be/index.php?>

[directory_normalized_name=Le-ministre&content_normalized_title=Copenhague—deception-et-obligation-dagir-20-decembre-2009](http://www.magnette.fgov.be/index.php?directory_normalized_name=Le-ministre&content_normalized_title=Copenhague—deception-et-obligation-dagir-20-decembre-2009)